

DEPARTEMENT : DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES

RAPPORTEUR : JEAN CLAUDE GANDRILLE

OBJET : COMPTE DE GESTION ET COMPTE ADMINISTRATIF -BUDGET
PRINCIPAL- EXERCICE 2018

NOTE EXPLICATIVE ET DE SYNTHESE

AVANT PROPOS

Voté le 28 mars 2018 par le conseil communautaire, le budget principal de l'agglomération Paris Vallée de la Marne a fait l'objet de plusieurs modifications à travers notamment le vote de décisions modificatives en octobre et en décembre 2018.

L'ensemble de ces mouvements constitue les crédits ouverts sur lesquels portent l'exécution des dépenses et des recettes 2018.

Conforme aux engagements pris par notre agglomération dans le cadre du contrat dit de « cahors » en matière d'évolution des charges de fonctionnement, le Compte Administratif 2018 retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018.

En concordance avec le Compte de Gestion établi par le Trésorier, il permet aux élus communautaires de connaître la situation financière et patrimoniale de notre EPCI. Pour faciliter sa lecture, il est accompagné du présent rapport qui a pour vocation de synthétiser et de commenter les données financières issues du dit compte administratif.

Pour ce faire, à travers ce rapport, nous allons :

- Recenser l'ensemble des dépenses et des recettes réellement réalisées en 2018 et celles restant à réaliser sur l'exercice suivant ;
- Mesurer le taux de réalisation des dépenses et des recettes adoptées en 2018 par les conseillers communautaires;
- Présenter les résultats comptables de l'exercice et mesurer ainsi les marges de manœuvre financières à la disposition de notre agglomération.

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

En 2018, les recettes du budget principal (y compris les Restes à réaliser et l'excédent de fonctionnement reporté) de la Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne se sont élevées à 243.30 millions d'euros tandis que les dépenses (y compris les Restes à réaliser et solde d'exécution d'investissement reporté) se sont élevées à 230.26 millions d'euros.

Intégrant les résultats issus de la dissolution du Syndicat Intercommunal des Transports du Bassin Chellois et des Communes Environnantes (SITBCCE), le compte administratif fait apparaître un résultat cumulé sur l'exercice 2018 de 13.09 millions d'euros (soit une progression de +3.2 Millions par rapport au CA 2017)

Conforme au compte de gestion établi par le comptable public, ce résultat se décompose schématiquement de la manière suivante :

<u>RESULTAT DE L'EXERCICE INVESTISSEMENT</u>	<u>RESULTAT DE L'EXERCICE FONCTIONNEMENT</u>
Déficit reporté au 31/12/2017 - 29 971 913.50 €	Excédent reporté au 31/12/2017 + 9 919 186.87 €
Excédent reporté suite à la dissolution du SITBCCE +13 710.84 €	Excédent reporté suite à la dissolution du SITBCCE +225 852.70 €
Résultat de l'exercice 2018 (Excédent) + 14 265 560.95 €	Résultat de l'exercice 2018 (Excédent) + 17 882 810.46 €
Déficit à reporter - 15 692 641.71 €	Excédent à reporter +28 027 850.03 €

<u>RESULTAT DE CLOTURE (excédentaire)</u>	12 335 208.32 €
<u>SOLDE DES RESTES A REALISER (excédentaire)</u>	+ 754 297.25 €
<u>RESULTAT CUMULE (excédentaire)</u>	+ 13 089 505.57 €

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement retrace l'ensemble des opérations courantes. Elle est constituée des charges (attributions de compensation versées aux communes membres, charges de personnel, achats de fournitures, intérêts de la dette.....) et des produits à caractère définitif (produits fiscaux, dotations de l'Etat....)

En 2018, la section de fonctionnement comptabilise en recettes 141.95 millions d'euros et en dépenses 124.06 millions d'euros. (Ces masses financières comprennent des opérations réelles et des opérations d'ordre).

Au regard de ces données, le résultat d'exécution de la section de fonctionnement correspondant à la différence entre les recettes et les dépenses atteint + 17.88 millions d'euros.

1) Les recettes de fonctionnement

En 2018, les recettes de fonctionnement (hors excédent de fonctionnement reporté de N-1) totalisent 141.95 millions d'euros (la totalité des recettes sont prévues en réelles).

Présentant un taux de réalisation global de 102.24 %, les recettes réelles de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

Chapitre budgétaire	Budget global 2018	Réalisé 2018	Taux de réalisation (Y.C recettes rattachées)
Atténuations de charges	245 500.00 €	190 868.63 €	77.75 %
Produits des services	3 035 583.00 €	3 041 832.06 €	100.21 %
Impôts et taxes	89 838 295.00 €	90 648 135.76 €	100.90 %
Dotations, subventions et participations	43 873 767.00 €	44 146 906.96 €	100.62 %
Autres produits de gestion courante	344 800.00 €	286 267.17 €	83.02 %
Produits financiers	1 425 877.58 €	1 425 781.09 €	99.99 %
Produits exceptionnels	76 605.00 €	2 207 226.78 €	2 881.31 %
TOTAL RECETTES REELLES	138 840 427.58 €	141 947 018.45 €	102.24 %

- Le chapitre 013- Atténuations de charges

Le chapitre 013 « Atténuations de charges » intègre principalement les remboursements d'une partie des charges de personnel (accidents de travail par notre assurance, la sécurité sociale ou l'Etat).

En 2018, il s'établit à 190 868.63 € soit une baisse de 47.07 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM.

Cette baisse s'explique principalement par une diminution des recettes liées aux remboursements des charges de personnel par notre assurance.

- Le chapitre 70- Produits des services, du domaine et ventes diverses

Le chapitre 70 « Produits des services » correspond aux droits perçus des usagers fréquentant les services intercommunaux.

En 2018, il s'établit à 3 041 832.06 € soit une hausse de 4.33 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM.

Les principales variations observées sur ce chapitre concernent le transfert des recettes afférentes aux gens du voyage vers le budget annexe « immeuble de rapport » (-148 780 €), les mises à disposition de personnel (+171 856 €), le remboursement des frais de transport des communes (+45 000 €), la refacturation des poteaux incendies (+71 000 €), le remboursement par la CCI 77 de la redevance pour la création de bureaux (-56 266.24 €) et de la taxe annuelle sur les bureaux (-11 651.52 €)

- Le chapitre 73-Impôts et taxes

En 2018, le chapitre « impôts et taxes » s'établit à 90 648 135.76 € soit une hausse de 4.52 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM.

Les principales variations observées sur ce chapitre concernent :

- L'intégration de le TEOM perçu pour l'enlèvement des ordures ménagères de Pontault Combault
- La baisse des recettes constatée en matière de TASCom par rapport à l'exercice 2017
- La baisse des recettes constatée en matière de droit de place sur les marchés suite au transfert de la compétence aux communes membres
- L'encaissement des rôles supplémentaires de fiscalité

Suite à la réforme de la Taxe Professionnelle en 2010, ce chapitre est composé de la manière suivante :

- ❖ **Les produits fiscaux issus des Taxes Foncières** (Contribution Foncière des Entreprises et ancienne part régionale et départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) **et de la Taxe d'Habitation** (ancienne part départementale de la Taxe d'Habitation) pour 50 222 464 € (contre 49 984 521.85 € en 2017). Outre l'évolution des valeurs locatives, cette hausse s'explique principalement par la décision prise par les élus communautaires d'appliquer la majoration spéciale de CFE (hausse du taux de CFE de 0.16 points par rapport à 2017).

Il est cependant intéressant de noter que la CA PVM a subi un écrêtement de 241 866 € sur son produit issu de la TH suite à la poursuite de l'exonération de la demi-part veuve décidée par amendement en octobre 2018.

- ❖ **Les rôles supplémentaires de fiscalité** pour 631 398 €
- ❖ **La Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** pour 15 796 397 € (recette déterminée en fonction du chiffre d'affaires réalisé et de la valeur ajoutée produite au cours de l'année d'imposition par les entreprises situées sur le territoire intercommunal). Elle a diminué de 3.07 % par rapport au montant 2017 perçu par la CA PVM;
- ❖ **La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)** pour 3 016 762 € (recettes perçues sur les magasins de commerce de détail dont la surface de vente est supérieure à 400 m² et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000 €). Malgré la revalorisation de 5% du coefficient multiplicateur de la TASCOM, nous pouvons observer une baisse de 792 745 € entre 2017 et 2018. Cette diminution s'explique par le fait qu'en 2017, la CA PVM a bénéficié d'une recette exceptionnelle suite à la mise en place d'un nouveau calendrier de versement pour les contribuables assujettis à cet impôt .
- ❖ **L'impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)** pour 1 999 797 € (Il s'agit d'un impôt touchant les entreprises de réseaux (énergie, transport ferroviaire, télécommunications). Il a progressé de 2.85 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM;

- ❖ **Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** pour 12 044 313 € (il s'agit du fonds visant à compenser en partie la perte fiscale liée à la disparition de la Taxe Professionnelle sur le territoire intercommunal) soit une baisse de 12 946 € par rapport au montant perçu en 2017.

Cette baisse fait suite à l'article 83 de la loi de finances rectificative pour 2016 qui a introduit une procédure exceptionnelle de révision des montants de prélèvement du FNGIR (Ce dispositif a permis à cinq collectivités d'obtenir de la DGFIP la révision du montant mis à leur charge au titre de ce prélèvement. La réduction de ces prélèvements a été neutralisée par une diminution d'égale montant répartie sur l'ensemble des versements GIR au profit du bloc communal).

- ❖ **Les contributions solidaires** de Croissy Beaubourg pour 159 753 € (contre 180 572€ en 2017) ;
- ❖ **Le reversement du Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)** pour 1 831 326 € (il s'agit d'un mécanisme de péréquation horizontale qui a pour objectif de réduire les inégalités de ressources sur l'ensemble du territoire national). Pour mémoire, il s'élevait à 1 725 290 € en 2016 et à 1 716 768 € en 2017.
- ❖ **La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** pour 4 346 053 €.

Il est à noter que les trois-quarts de cette TEOM ont été reversés au SIETOM suite au transfert de la gestion de cette compétence au 1^{er} avril 2018.

- ❖ **Les droits de place sur les marchés** pour 3 708.48 € (contre 298 663.17 € en 2017). Cette baisse fait suite au transfert de la compétence aux communes.
- ❖ **La taxe de séjour** pour 596 164.28 € en 2018 (contre 437 791.66 € en 2017). Cette recette est entièrement reversée à l'office du tourisme Paris Vallée de la Marne
- Le chapitre 74- Dotations, subventions et participations

En 2018, le chapitre « dotations, subventions et participations » s'établit à 44 146 906.96 €. soit une baisse de 9.32 % par rapport au montant constatée en 2017.

Impacté par le transfert au chapitre 73 « impôt et taxes » de la recette afférente à l'enlèvement des ordures ménagères de Pontault Combault, ce chapitre se décompose de la manière suivante :

- **La dotation d'intercommunalité** pour 5 051 204 € (soit une hausse de 46 287 € par rapport au CA 2017). Cette très légère hausse fait suite à la volonté de l'Etat de maintenir la DGF versée aux collectivités au même niveau qu'en 2017.
-
- **La compensation perçue au titre de la suppression de la part salaire de la TP** pour 29 097 215 € (contre 29 698 086 € en 2017 et 30 520 519 € en 2016);
- **La Dotation Unique des Compensations Spécifiques à la Taxe Professionnelle (DUCTP) et les autres compensations fiscales de l'Etat** pour 918 006 € (contre 946 440 € en 2017);

- **Le versement d'un Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP)** en faveur des EPCI défavorisés pour 255 292.38 € (contre 275 271.30 € en 2017);
- **La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** pour 7 719 488 €. Dotation visant à compenser les pertes fiscales subies par les collectivités territoriales au moment de la réforme de la Taxe Professionnelle, son montant correspond à celui perçu en 2017 par la CA Paris Vallée de la Marne;
- **La participation de la commune de Pontault Combault à l'enlèvement des ordures ménagères** sur le territoire communal pour 0 € (contre 4 241 080 € en 2017). Cette recette a été transférée au chapitre 73 « impôts et taxes »
- **Les participations et subventions de divers organismes** (subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région et du Département) pour 733 031.43 € (contre 792 087.92 € en 2017).
- Le chapitre 75- Autres produits de gestion courante

Le chapitre 75 « autres produits de gestion courante » prend en compte les revenus provenant des immeubles et des concessions.

En 2018, ces revenus s'établissent à 286 267.17 € soit une baisse de 38.48 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM.

Cette baisse s'explique principalement par la fin du versement des loyers versés par le Symvep et la fin de la participation financière du DGS à l'occupation d'un logement de fonction (dorénavant, aucun logement de fonction n'est attribué au DGS).

- Le chapitre 76- Produits financiers

En 2018, le chapitre « Produits financiers » s'établit à 1 425 781.09 €.

Il concerne principalement le remboursement des intérêts d'emprunts de Dalkia pour le réseau de chaleur de l'ex CA du Val Maubuée (177 108.58 €) et le versement du fonds de soutien pour la gestion des emprunts structurés (1 248 668.19 €).

- Le chapitre 77- Produits exceptionnels

En 2018, le chapitre « produits exceptionnels » s'établit à 2 207 226.78 €. Ces recettes exceptionnelles concernent principalement des cessions foncières.

2) Les dépenses de fonctionnement

En 2018, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 124.064 Millions d'euros soit une hausse de 0.28% par rapport au Compte Administratif 2017

Ce montant est composé de dépenses réelles pour 113.814 millions d'euros et de dépenses d'ordre pour 10.250 millions d'euros.

Avec un taux de réalisation global (y compris les charges rattachées) de 95.27 %, les dépenses réelles de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

Chapitre budgétaire	Budget global 2018	Réalisé 2018	Taux de réalisation (Y.C charges rattachées)
Charges à caractère général	15 815 231.32	14 513 427.53	91.77 %
Charges de personnel	38 652 950.00	35 132 408.74	90.90 %
Atténuations de produits	37 610 400.17	37 610 249.95	100.00 %
Autres charges de gestion courante	15 348 352.37	15 144 788.10	98.67 %
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	187 419.00	94 026.17	50.17 %
Charges financières	11 185 856.00	10 703 601.74	95.69 %
Charges exceptionnelles	660 233.44	615 248.30	93.19 %
TOTAL DEPENSES REELLES	119 460 442.30	113 813 750.53	95.27 %

Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de 1.77% entre 2017 et 2018 .

A ce titre , la CA PVM a respecté les obligations contractuelles prévues dans le cadre du contrat dit de Cahors.

○ Le chapitre 011- Charges à caractère général

En 2018, le chapitre budgétaire « charges à caractère général » s'établit à 14 513 427.53 €.

Regroupant des dépenses aussi variées que les fluides, les petits entretiens, les achats de fournitures, les honoraires ou bien encore les frais de transport, ce chapitre fait apparaître une baisse de 15.64 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM.

Cette baisse s'explique principalement par deux éléments :

- Les efforts d'économies réalisés par les départements de l'agglomération
- Le transfert aux communes de compétences gérées en 2017 par l'agglomération PVM

○ Le chapitre 012- Charges de personnel

S'établissant à 35 132 408.74 € , le chapitre budgétaire « charges de personnel » a baissé de 7.99 % en 2018 par rapport au Compte Administratif 2017 et ce malgré le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et la hausse des cotisations patronales (en particulier la CNRACL)

Outre les transferts de compétences évoqués précédemment, cette baisse est la traduction comptable des efforts de gestion opérés depuis 2016 par la CA Paris Vallée de la Marne en

matière de gestion de la masse salariale avec notamment dans certains cas le non remplacement d'une partie des agents partant de la collectivité (mutation, retraite).

- Le chapitre 014- Atténuations de produits

Le chapitre budgétaire « atténuations de produits » s'établit en 2018 à 37 610 249.95 € soit une hausse de 17.27 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM

Ce chapitre intègre principalement :

- Les attributions de compensation notifiées aux communes membres pour 33 805 813.18 €

Pour mémoire, ces dernières correspondent au montant des attributions des compensations perçues par les communes membres en 2017 majoré du montant des charges transférées par l'EPCI aux communes membres (la médiation, le commerce/marché, le funéraire, l'éclairage public, les subventions du nautil, les éducateurs sportifs du nautil, la carte imagine « r », le transport scolaire et la défense incendie)

- Le reversement de la taxe de séjour à l'office de tourisme et au conseil départemental
- Le reversement de la TEOM au SIETOM pour les 9 derniers mois de l'année (3 244 586 €)
- Le chapitre 65- Autres charges de gestion courante

En 2018, le chapitre budgétaire « autres charges de gestion courante » s'établit à 15 144 788.10 € soit une baisse de 8.50 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM.

Cette baisse s'explique par la baisse de la contribution au SIETOM suite au transfert de compétence en avril 2018 (cette dernière passe de 1 831 076 € en 2017 à 457 750 € en 2018)

En outre, il est à noter que la subvention versée en 2018 au budget du restaurant communautaire est de 791 991 € (contre 870 000 € en 2017) et celle versée au budget du Nautil est de 2 585 964 € (contre 2 638 546 € en 2017).

- Le chapitre 656 frais de fonctionnement des groupes d'élus

En 2018, le chapitre 656 « frais de fonctionnement des groupes d'élus » s'élève à 94 026 € soit une baisse de 46.30% par rapport à l'exercice précédent.

Conformément au texte en vigueur, il représente moins de 30% de l'indemnité versée en 2018 aux élus.

- Le chapitre 66- Charges financières

En 2018, le chapitre budgétaire « charges financières » totalise 10 703 601.74 € soit une baisse de 8.25 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM

Cette baisse est obtenue grâce au désendettement observée sur l'agglomération Paris Vallée de la Marne en 2018 et aux taux bancaires extrêmement bas appliqués sur nos emprunts à taux variables.

- Le chapitre 67- Charges exceptionnelles

En 2018, le chapitre budgétaire « charges exceptionnelles » s'établit à 615 248.30 €.

Elles concernent principalement l'annulation d'une partie du titre de recette correspondant à la TVA de la cession en VEFA de la maison de l'entreprise innovante à la CCI77

II. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement enregistre les dépenses et les recettes liées aux opérations patrimoniales de la Communauté d'Agglomération (acquisitions, ventes, travaux....).

Comme pour la section de fonctionnement, ces masses financières sont constituées d'opérations réelles et d'opérations d'ordre. Elles s'élèvent au total à 59.570 millions d'euros en recettes (hors reports) et à 45.304 millions d'euros en dépenses (hors reports) faisant ainsi apparaître un résultat d'exécution excédentaire de +14.266 millions d'euros (si l'on prend en compte le résultat de clôture 2017 et le solde des restes à réaliser, ce résultat est déficitaire de – 14.981 millions d'euros).

1) Les recettes d'investissement

En 2018, les recettes d'investissement de la CA s'élèvent à 59.570 millions d'euros (plus 31.643 millions d'euros de restes à réaliser au 31/12).

Elles sont composées de recettes réelles pour 45.475 millions d'euros (plus 31.643 millions d'euros de restes à réaliser au 31/12) et de recettes d'ordre pour 14.095 millions d'euros.

Présentant un taux de réalisation global de 90.90 % (contre 88.30 % en 2017), les recettes réelles d'investissement se décomposent de la manière suivante :

Chapitre budgétaire	Budget global 2018	Réalisé 2018	Reste à réaliser	Taux de réalisation (hors RAR)	Taux de réalisation (avec RAR)
Subventions d'investissement reçues	12 394 641.45	4 203 564.89	7 887 807.21	33.91 %	97.55 %
Emprunts et dettes	41 609 260.47	16 600 000.00	18 666 666.84	39.89 %	84.76 %
Immobilisations incorporelles	0.00	124 232.89	0.00	100.00 %	100.00 %
Immobilisations en cours	1 706 953.76	1 607 782.17	0.00	94.19 %	94.19 %
Dotations, fonds divers et réserves	5 035 788.70	3 014 624.26	2 021 164.44	59.86 %	100.00 %
Excédents de fonctionnement capitalisés	19 597 213.78	19 597 213.78	0.00	100.00 %	100.00 %
Autres immobilisations	232 091.00	238 901.98	0.00	102.93 %	102.93 %

financières					
Produits de cessions d'immobilisations	3 531 225.90	0.00	2 379 961.00	0.00 %	67.40 %
Opération pour le compte de tiers	729 429.01	0.00	687 335.02	0.00 %	94.23 %
TOTAL RECETTES REELLES	84 836 604.07	45 475 119.90	31 642 934.51	53.60 %	90.90 %

○ Le chapitre 13- Subventions d'investissements reçues

En 2018, le chapitre 13 « subventions d'investissements reçues » s'élève à 4 203 564.89 € (plus 7 887 807.21 € en report).

Il se décompose de la manière suivante :

En matière de voirie/ Eclairage public

- Une subvention de 21 026.56 € du SIGEIF (Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en ile de France) pour des travaux d'éclairage public ;
- Une participation de 30 000 € de l'EPA pour l'aménagement de la RD 199 ;
- Une subvention de 128 697.50 € de l'ANRU pour l'aménagement du quartier des 2 parcs à Noisiel ;
- Une subvention de 32 936.50 € de l'ANRU pour l'aménagement du quartier de l'arche guédon à Torcy ;
- Une participation de 20 000 € de la commune de Torcy por l'aménagement de la RD 199 ;
- Une participation de 166 430 € de la SCI GFDI (société Grans Frais) pour l'aménagement de la rue d'Emerainville à Croissy Beaubourg ;

En matière d'activités sportives

- Une subvention de 22 778.18 € du CNDS pour l'aménagement du pole nautique à Torcy

En matière de développement économique

- Une subvention de 500 688.63 € de la Région Ile de France pour la requalification de la ZAI de Torcy ;
- Une subvention de 100 871.07 € du département de Seine et Marne pour la requalification de la ZAI de Torcy ;
- Une subvention de 714 776.28 € de la Région Ile de France pour la construction de la Maison de l'Entreprise Innovante;
- Une subvention de 170 587.14 € du département de Seine et Marne pour la construction de la Maison de l'Entreprise Innovante;

En matière de transport

- Une subvention de 195 311.73 € du département de Seine et Marne pour l'aménagement du pole gare de Noisiel ;

- Une subvention de 11 692 € du département de Seine et Marne pour l'aménagement du pôle gare de Torcy ;
- Une subvention de 26 625 € du STIF pour le réaménagement du pôle gare de Chelles suite à la mise en place du Grand Paris Express ;

En matière de développement durable

- Une subvention de 152 680.40 € de la région Ile de France pour l'aménagement des circulations douces à Roissy en Brie ;
- Une subvention de 257 364 € de la région Ile de France pour l'extension du réseau de géothermie à l'arche guédon à Torcy ;

En matière d'activités culturelles

- Une subvention de 411 000 € du département pour la restructuration du conservatoire de Chelles ;
- Une participation de 292 000 € de l'EPA pour l'emprise foncière des cinémas de la ferme du buisson à Noisiel ;
- Une subvention de 948 099.90 € du département de Seine et Marne pour la construction du conservatoire de Pontault Combault.

○ Le chapitre 16- Emprunts et dettes assimilées

Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » s'élève à 16 600 000 € en 2018 (plus 18 666 666.84 € en report)

Le réalisé 2018 du chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » se ventile de la manière suivante:

- 4 600 000 € souscrit auprès du Crédit Agricole (décision n°171104 du 10 novembre 2017). Cet emprunt a été souscrit sur 20 ans au taux fixe de 1.56%
- 5 000 000 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne (décision n°1711105 du 10 novembre 2017). Cet emprunt a été souscrit sur 20 ans au taux fixe de 1.57%
- 2 360 000 € souscrit auprès du Crédit Agricole (décision n°171125 du 20 novembre 2017).Cet emprunt a été souscrit sur 20 ans au taux fixe de 1.60%
- 4 640 000 € souscrit auprès de la Banque Postale (décision n°171127 du 20 novembre 2017).Cet emprunt a été souscrit sur 15 ans et 1 mois au taux variable de Euribor 12 mois + marge de 0.58%

○ Le chapitre 20- immobilisations incorporelles

Le chapitre 20 « immobilisations incorporelles » s'élève à 124 232.89 € en 2018. Il concerne des régularisations de TVA pour la Maison de l'Entreprise Innovante.

○ Le chapitre 21- Immobilisations corporelles

Le chapitre 21 « immobilisation corporelle » s'élève à 88 799.93. € en 2018. Il concerne des régularisations de TVA pour la Maison de l'Entreprise Innovante.

○ Le chapitre 23- Immobilisations en cours

Le chapitre 23 « immobilisations en cours » s'élève à 1 607 782.17. € en 2018. Il concerne des régularisations de TVA pour la Maison de l'Entreprise Innovante (1 565 688.18 €) et une

annulation de mandat sur exercice antérieur pour des opérations pour le compte de tiers
(42 093.99 €)

- Le chapitre 27 – Autres immobilisations financières

Le chapitre 27 « autres immobilisations financières » s'élève à 238 901.98 €. Cette recette concerne la créance Dalkia pour le remboursement des emprunts liés aux travaux de géothermie.

- Le chapitre 10- Dotations, fonds divers et réserves

Le chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserve » concerne le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

A ce titre, le montant perçu par notre EPCI au titre du FCTVA s'élève à 3 014 624.26 € (plus 2 021 164.44 € de reports).

- Le chapitre 458- Opération pour le compte de tiers

Réalisé à hauteur de 0 € (mais avec 687 335.02 € de report), ce chapitre concerne les opérations réalisées par l'agglomération pour le compte de ses communes membres

- Le chapitre 1068- Excédents de fonctionnement capitalisés

Conformément à la délibération n° 170615 du 29 juin 2017 relative à l'affectation du résultat de fonctionnement 2017 du budget principal, le compte administratif 2017 faisait apparaître un besoin de financement de la section d'investissement de 19 610 924.62 € qui a été couvert en totalité par une partie de l'excédent de fonctionnement.

Il est à noter que cette affectation a été corrigée du résultat de clôture d'investissement dégagé par le Syndicat Intercommunal de Transport du Bassin Chellois et des Communes Environnantes (à savoir -13 710.84 €) ;

2) Les dépenses d'investissement

En 2018, les dépenses d'investissement s'élèvent à 45.304 millions d'euros (plus 30.889 millions d'euros de restes à réaliser au 31 décembre).

Elles sont composées de dépenses réelles pour 41.460 millions d'euros (plus 30.889 millions d'euros de restes à réaliser au 31/12) et de dépenses d'ordre pour 3.844 millions d'euros.

Ainsi, le tableau qui suit liste les chapitres budgétaires du compte administratif 2018 en matière de dépenses réelles d'investissement et leur taux de réalisation:

Chapitre budgétaire	Budget global 2018	Réalisé 2018	Reste à réaliser	Taux de réalisation (hors RAR)	Taux de réalisation (avec RAR)
Immobilisations incorporelles	4 474 203.47	2 222 272.30	2 177 960.77	49.67 %	98.35 %
Subventions d'équipements versées	3 569 522.81	1 783 652.06	1 783 201.01	49.97 %	99.93 %

Immobilisations corporelles	13 498 200.68	4 967 836.72	8 374 438.90	36.80 %	98.84 %
Immobilisation en cours	16 669 717.60	5 660 171.98	11 002 148.31	33.95 %	99.96 %
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	38 211 644.56	14 633 933.06	23 337 748.99	38.30 %	99.37 %
Subventions d'investissements reçues	1 105 009.00	0.00	1 105 009.00	0.00 %	100.00 %
Opération pour le compte de tiers	831 570.69	131 366.56	700 204.13	15.80 %	100.00 %
Emprunts et dettes assimilées	34 622 744.84	26 684 254.53	5 666 666.84	77.07 %	93.44 %
Participations et créances rattachés	75 928.00	0.00	75 928.00	0.00 %	100.00 %
Autres immobilisations financières	13 542.56	10 462.26	3 080.30	77.25 %	100.00 %
TOTAL DEPENSES REELLES	74 860 439.65	41 460 016.41	30 888 637,26	55.38 %	96.64 %

○ Le chapitre 20, 204, 21 et 23- Les dépenses d'équipements

En 2018, la CA a réalisé pour 14 633 933.06 € de dépenses d'équipement (37 971 682.05 € si l'on prend en compte les restes à réaliser au 31/12) soit une baisse de 19.15 % par rapport au Compte Administratif 2017 de la CA PVM

Avec un taux de réalisation de 38.30 % (99.37% si l'on intègre les restes à réaliser), elles sont composées de dépenses provenant des chapitres 20 « immobilisations corporelles », 204 « subventions d'équipements versées », 21 « immobilisations corporelles » et 23 « immobilisations en cours ».

Sans être exhaustif, les principales dépenses d'équipement réalisées en 2018 ont été les suivantes :

Pour l'environnement et les espaces verts:

- Plantation d'arbres et d'arbustes 101 837.33 €
- Aménagement divers dans les parcs 203 304.59 €
- Aménagement des bords de marne 417 481.39 €
- Mise en place de circulations douces à Roissy en Brie 203 976.20 €

Pour le logement

- Subventions pour la Réhabilitation du parc de logement social 477 681.99 €

Pour l'urbanisme et l'aménagement du territoire

- Etude de maitrise d'œuvre dans le quartier des deux parcs à Noisiel 132 534.00 €

Pour la sécurité incendie

- L'acquisition du terrain de la caserne des pompiers à Torcy 960 000.00 €

Pour le sport

- Etude pour la construction du pole nautique intercommunal à Champs sur Marne 1 472 470.31 €
- Travaux à la piscine Préault à Chelles 99 417.29 €

Pour la culture

- Etude pour l'aménagement de l'école de musique Saint Hubert à Chelles 84 216.00 €
- Travaux à l'école de musique Saint Hubert à Chelles 554 409.32 €
- Etude pour la construction d'un conservatoire de musique à Pontault Combault 99 703.80 €
- Travaux de construction du conservatoire de musique à Pontault Combault 2 455 057.38 €
- Travaux pour le kiosque de Brou sur Chantereine 161 264.57 €
- Travaux au conservatoire de Roissy en Brie 463 962.18 €
- Restauration des cinémas de la ferme du buisson à Noisiel 334 539.71 €

Pour le transport :

- Installation de consignes véligo 85 410.00 €
- Le versement d'un fonds de concours pour les lignes de bus à Roissy en Brie 44 292.00 €
- Aménagement de la voirie en faveur des transports en commun 70 542.75 €
- Aménagement du pole gare de Vaires sur Marne 375 500.55 €

Pour la voirie et l'éclairage public :

- Attribution de fonds de concours pour l'entretien des voiries de l'ex Communauté d'Agglomération de Marne et Chantereine 617 634.89 €
- Travaux d'éclairage public 308 706.92 €
- Aménagement du quartier de l'arche guédon 263 677.66 €

Pour le commerce, le développement économique et le tourisme:

- Le versement d'une participation pour la reconversion du site EDF 399 750.00 €
- Le versement d'une participation pour la reconversion du sud Triage 186 263.81 €
- Construction de la maison de l'entreprise innovante 167 190.82 €
- Travaux de voirie dans les ZAE 164 489.65 €
- Travaux de voirie dans la zone industrielle de la trentaine à Chelles 109 887.83 €
- Redynamisation de la zone d'activités Paris Est à Croissy Beaubourg 70 699.66 €

- Le chapitre 16- Emprunts et dettes assimilées

En 2018, la Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne a remboursé pour 26 684 254.53 € de capital.

Au regard du montant emprunté sur cet exercice (16 600 000 €), la communauté d'Agglomération Paris Vallée s'est désendettée de 10 084 254.53 € en 2018.

Il est à noter qu'un report de 5 666 666.84 € a été prévu pour permettre le remboursement anticipé de 2 prêts dont l'encours était détenu par Dexia :

-Le prêt référencé MIS 284183EUR001 présentant un Capital Restant Du (CRD) de 2 750 000.09 € (prêt disposant d'un taux fixe de 2.19 % sur une durée résiduelle de 9 ans)

-Le prêt référencé MON284184EUR001 présentant un Capital Restant Du (CRD) de 2 916 666.75 € (prêt disposant d'un taux fixe de 3.69% sur une durée résiduelle de 9 ans).

- Le chapitre 27- Autres immobilisations financières

Concernant des cautions et des dépôts de garanties, le chapitre 27 « autres immobilisations financières » s'élève en 2018 à 10 462.26 €

- Le chapitre 458- Opération pour le compte de tiers

Ce chapitre intègre pour la partie dépenses les travaux réalisés par l'EPCI pour le compte de ses communes membres. S'élevant à 131 366.56 € en 2018, ces travaux concernent le gymnase du COSOM à Noisiel (42 093.99 €) et le groupe scolaire Marie Curie à Chelles (89 272.57 €).

Il est à noter qu'un report de 700 204.13 € a été prévu sur ce chapitre budgétaire.